

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES  
ELECTRICIENS:  
INSTALLATION ET DISTRIBUTION**

**Convention collective de travail  
du 24 juin 2003**

**FORMATION**

En exécution des articles 12, 13, 14 et 15 de l'accord national 2003-2004 du 13 mai 2003.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

**CHAPITRE I. - Champ d'application.**

**Article 1er.**

à 0 -06- 2003

14 -10- 2003

68092 Colliga

NR.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire des électriciens : installation et distribution.

Pour l'application du présent accord, on entend par ouvriers les ouvriers et ouvrières.

Pour l'application du présent accord, on entend par Formelec la « Fondation pour l'éducation et la formation professionnelle - secteur des électriciens ».

**CHAPITRE II. - GROUPES A RISQUE**

**Article 2. - Cotisation pour les groupes à risque**

§ 1. En exécution de l'accord interprofessionnel 2003-2004 conclu le 17 janvier 2003, de la loi du 1 avril 2003 (Chapitre II - section I) portant exécution de l'accord interprofessionnel 2003-2004 et de l'accord national du 13 mai 2003, la perception de 0,15%, prévue dans l'accord national 2001-2002 (article 14, §1) et conclue pour une durée indéterminée, est confirmée.

§ 2. Vu cet effort, les parties demandent au Ministre de l'Emploi et du travail d'exempter en 2003 et 2004 le secteur des versements de 0,10% destinés au Fonds pour l'emploi.

§ 3. Les partenaires sociaux conviennent que, compte tenu des efforts du secteur dans le domaine des groupes à risque, une demande sera adressée au niveau sectoriel en vue de la suppression de l'obligation de procéder à l'embauche

d'ouvriers avec un contrat de premier emploi.

### **Article 3. - Définition des groupes à risque**

§ 1. Compte tenu des dispositions de l'arrêté royal susmentionné, cette perception est utilisée pour soutenir les initiatives de formation de personnes appartenant aux groupes à risque, à savoir les demandeurs d'emploi de longue durée, les demandeurs d'emploi peu qualifiés, les demandeurs d'emploi de 45 ans et plus, les personnes qui entrent à nouveau dans la vie active, les minimexés, les handicapés, les immigrés, les demandeurs d'emploi en statut de réinsertion, les élèves en obligation scolaire partielle, les ouvriers peu qualifiés, les ouvriers qui sont confrontés à un licenciement multiple, à une restructuration ou à l'introduction de nouvelles technologies et les ouvriers de 45 ans et plus.

Pour cette dernière catégorie il est en outre recommandé de contacter préalablement la délégation syndicale ou, à défaut, l'une des organisations de travailleurs représentés à la Sous-commission paritaire avant de procéder au licenciement d'un ouvrier de 45 ans ou plus, afin d'examiner les possibilités alternatives en matière de formation ou de réadaptation professionnelle (en vertu des dispositions dans le cadre de la cellule sectorielle pour l'emploi).

Des cas individuels peuvent être transmis au Fonds de sécurité d'existence en vue d'examiner des mesures d'accompagnement.

§ 2. Conformément à l'accord national 2003-2004 du 13 mai 2003, une cellule sectorielle pour l'emploi va être créée, dans le cadre du fonctionnement actuel de Formelec. Cette cellule est tout d'abord destinée à mieux répondre à l'offre et la demande dans le secteur (notamment via une banque de données « emplois vacants »). Ensuite, elle sera responsable de l'accompagnement en vue de la remise au travail de travailleurs menacés de licenciement ou licenciés - y compris les formations complémentaires et l'accompagnement lors de la recherche d'un nouvel emploi - afin d'assurer le maintien de l'emploi dans le secteur.

Au sein de Formelec, un groupe de travail paritaire développera cette cellule pour l'emploi pendant la durée de l'accord. A cet effet, on veillera à éviter des abus et des doubles emplois avec les services publics (Forem, VDAB, ORBEm, ADG).

### **Article 4. - Systèmes de formation en alternance**

Les parties signataires s'engagent à poursuivre la mise sur pied d'un système de formation en alternance de qualité, géré paritairement, dans le cadre de la formation des élèves en obligation scolaire partielle. A cette fin, les projets pilotes déjà lancés (enseignement à temps partiel et contrat d'apprentissage des classes moyennes) dans ce cadre seront évalués. Le savoir-faire sera réparti sur l'ensemble du pays en fonction des évaluations.

Pour le financement de ces projets il est fait référence à l'article 11.

## **CHAPITRE III. - DROIT A LA FORMATION PERMANENTE**

## **Article 5. - Cotisations pour la formation permanente**

En outre, les efforts en matière de formation permanente des travailleurs et des employeurs continueront à être soutenus par la perception de 0,60 % sur les salaires bruts, prévue dans l'accord national 2003-2004 (article 13.§ 1) et conclue pour une durée indéterminée.

## **Article 6. - Missions de Formelec**

§ 1. La mission de base de Formelec consiste à:

- appuyer une politique de formation sectorielle, en particulier:
  - examen des besoins de qualification et de formation;
  - développement de projets de formation en fonction de l'afflux et de la formation permanente;
  - surveillance de la qualité et certification des efforts de formation destinés au secteur;
  - afin d'assister les chefs d'entreprise et les délégués syndicaux dans l'élaboration du plan de formation ;
  - afin de soutenir de façon optimale les initiatives de formation au niveau de l'entreprise pour ouvriers et employés, une meilleure harmonisation et coopération entre Formelec et Cefora sera recherchée. Dans ce cadre, l'asbl Formelec doit pouvoir disposer des données des employés engagés par des employeurs du secteur de la SCP 149.01, pour que les employeurs puissent faire participer ces employés aux formations organisées par Formelec à des conditions intéressantes ;
  - autres initiatives de formation à déterminer par le secteur.

§ 2. En outre, les missions de Formelec incluent :

- la possibilité, à titre expérimental, de développer des activités payantes limitées et d'offrir aux entreprises un éventail global de formations, dans la mesure où les moyens ainsi générés sont réinvestis dans la formation permanente. Ces initiatives doivent être autosuffisantes et ne peuvent alourdir les charges générales pour ne pas mettre en péril les missions de base de Formelec ;
- déployer des initiatives en vue de promouvoir la sécurité d'emploi des ouvriers, comme prévu spécifiquement à l'article 2 de la convention collective de travail du 10 juillet 2001 et à l'article 10 de l'accord national 2003-2004 du 13 mai 2003.

## **Article 7. - Crédit-prime**

§ 1. Compte tenu de l'accord national 2003-2004 du 13 mai 2003, les entreprises sont tenues d'accorder à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004 un droit de formation collective d'un jour par ouvrier et par année.

4

§ 2. Afin d'encourager les entreprises à recourir aux possibilités offertes par le secteur, par l'intermédiaire de Formelec, concernant les formations agréées, un système de crédit-prime est instauré. Ce crédit-prime permet d'assurer la formation permanente des ouvriers. On entend par « formation permanente » : la formation qui améliore le savoir-faire de l'ouvrier, renforce sa position sur le marché de l'emploi et répond aux besoins des entreprises et du secteur.

§ 3. Le crédit-prime est calculé sur base du nombre d'ouvriers (contrat durée indéterminée ou déterminée) employés le 30 juin de l'année calendrier pour laquelle le plus de données récentes sont disponibles, multiplié par € 124. Le conseil d'administration de Formelec peut décider de modifier la base de calcul du crédit-prime pour des raisons pratiques. Le crédit-prime auquel une entreprise a droit est communiqué par Formelec à l'entreprise dans le courant du 4<sup>e</sup> trimestre de l'année calendrier précédente.

§ 4. Lorsqu'un ouvrier d'une entreprise ressortissant à la SCP 149.01 a participé à une formation agréée par Formelec et pour autant le document unique (déterminé par Formelec) ait été rempli et remis correctement et que la formation n'entre pas en ligne de compte pour le congé-éducation payé, son employeur aura droit à une prime de formation de € 124 par journée de formation et € 62 par demi-journée de formation, provenant du crédit-prime épargné, mentionné au § 3 de la présente convention collective de travail. Le crédit-prime est donc diminué à raison du nombre de jours ou de demi-jours de formation suivies.

Si la formation entre en ligne de compte pour le congé éducation payé, l'employeur aura droit à une prime de € 62 par jour de formation et € 25 par demi-journée de formation, provenant du crédit-prime épargné mentionné au § 3 de la présente convention collective de travail. Le crédit-prime est donc diminué à raison du nombre de jours ou de demi-jours de formation suivies.

§5. Une entreprise qui prévoit plus de jours de formation que ceux couverts par le crédit-prime pour la même année (année de référence) peut recevoir également pour ces jours ou ces demi-jours de formation supplémentaires des primes, qui seront alors déduites du crédit-prime futur. Si le montant de la déduction anticipée sur le crédit-prime est supérieur au crédit-prime auquel l'entreprise aura droit dans les années suivantes, Formelec pourra récupérer cette déduction anticipée auprès de l'entreprise concernée.

§ 6. Le droit à l'utilisation du crédit-prime est limité dans le temps. Le crédit de prime est fixé par année calendrier. Le crédit de prime autorisé doit être pris dans une période de 3 ans, à savoir durant l'année de référence même et/ou durant les 2 années suivantes. Après cette période, le crédit encore ouvert de l'année de référence n'est plus valable et est additionné au budget sectoriel global pour financer la poursuite du régime de crédit de prime.

#### **Article 8. - Certificat**

Chaque fois qu'un ouvrier d'une entreprise ressortissant à la SCP 149.01 a participé à une formation agréée par Formelec, il reçoit personnellement un certificat à coller dans le passeport de formation individuel. Ce passeport de formation donne à

l'ouvrier un aperçu des formations agréées par Formelec qu'il a suivies.

## **Article 9. - Plans de formation d'entreprise**

§1. Dans les entreprises avec une délégation syndicale, la rédaction et la modification du plan de formation d'entreprise doivent être approuvées de manière paritaire. Si les partenaires ne parviennent pas à élaborer un plan de formation d'entreprise approuvé paritairement, les parties concernées au sein de ces entreprises peuvent bénéficier de l'assistance de Formelec pour la rédaction de leur plan de formation d'entreprise.

A défaut d'accord au niveau de l'entreprise, le projet de plan de formation d'entreprise, rédigé par l'employeur et tenant compte des observations des délégués syndicaux, est transmis à Formelec.

Le plan de formation d'entreprise est remis à Formelec chaque année avant le 15 février, mais peut être modifié ou complété dans le courant de l'année calendrier.

§ 2. Si une entreprise sans délégation syndicale est disposée à élaborer un plan de formation, les partenaires au sein de celle-ci pourront bénéficier de l'assistance de Formelec.

§3. Le plan de formation d'entreprise tiendra compte des besoins de formation et des réponses que l'entreprise souhaite y apporter. En vue d'une certification sectorielle, d'un recours optimal au crédit-prime et à la loi sur le congé-éducation payé, l'exécution de ce plan se fera en collaboration avec Formelec (mais pas exclusivement).

§ 4. Le suivi de l'exécution de ce plan se fera paritairement et une évaluation aura lieu chaque année. L'évaluation annuelle sera faite au conseil d'entreprise ou, à défaut, en concertation avec la délégation syndicale ou par la Sous-commission paritaire.

§ 5. Lorsque le plan de formation prévoit des formations agréées, suivies d'un test de compétence dans le cadre de la certification d'ouvriers, la délégation syndicale (pour autant qu'il y en ait une) sera préalablement informée et consultée sur la procédure par l'employeur. En cas de résultats négatifs au test d'une formation conduisant à la certification, un droit de principe à la remédiation est prévu par lequel l'employeur s'engage à proposer au participant ayant échoué au test une formation unique de remédiation avec maintien des avantages existants. Formelec proposera cette formation de remédiation à titre gracieux s'il s'agit d'une formation agréée et organisée par Formelec.

§ 6. Afin de mieux adapter l'offre de formation de Formelec aux besoins du secteur :

- les plans de formation d'entreprise doivent être transmis à Formelec ;
- une analyse globale des plans de formation déposés sera réalisée ;
- Formelec devra intensifier ses visites d'entreprises.

## **Article 10. - Avis et services technologiques**

§ 1. Les partenaires sociaux accorderont via l'ASBL Technolec leur soutien aux efforts de recherche technologique dans le secteur, afin de promouvoir, d'assurer le suivi et d'organiser toute forme de services technologiques et d'avis technologiques, notamment dans les domaines suivants : Technology Assessment (étude des répercussions des nouvelles technologies sur les employeurs et travailleurs du secteur), technologie environnementale et son impact sur le secteur, labels sectoriels et certification d'entreprise sur le plan technologique.

Les missions devront être attribuées de façon à assurer une répartition équilibrée sur l'ensemble du pays.

§ 2. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, une cotisation de 0,05 % sera prélevée comme défini à l'article 3 de la convention collective de travail « Cotisation au Fonds de Sécurité d'Existence » du 24 juin 2003.

## **Article 11. - Modalités d'application**

Pour l'affectation des sommes fixées dans cette convention collective de travail en fonction de l'exécution des missions énumérées aux articles 6 à 9, le Fonds de sécurité d'existence déterminera les autres modalités d'exécution.

Les moyens nécessaires seront prévus afin de permettre à Formelec de respecter les obligations imposées par convention collective de travail.

Des moyens supplémentaires seront notamment libérés, si nécessaire, par le Fonds de sécurité d'existence pour les missions reprises aux articles 6 à 9. Un groupe de travail paritaire au sein du Fonds de sécurité d'existence élaborera les modalités à cette fin.

## **CHAPITRE IV. - VALIDITE**

### **Article 12. – Durée**

La présente convention collective de travail est valable du 1<sup>er</sup> janvier 2004 au 31 décembre 2005 inclus, excepté les articles 2 § 1, 5 et 10 § 2 qui sont valables pour une durée indéterminée et qui peuvent être dénoncés moyennant un préavis de trois mois, signifié par lettre recommandée au Président de la Sous-commission paritaire des électriciens: installation et distribution ainsi qu'à toutes les parties signataires.

**PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE  
ELEKTRICIENS:  
INSTALLATIE EN DISTRIBUTIE**

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 24 juni 2003**

**VORMING EN OPLEIDING**

In uitvoering van artikel 12, 13, 14 en 15 van het nationaal akkoord 2003-2004 van 13 mei 2003

	NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	
<b>HOOFDSTUK I. - Toepassingsgebied.</b>			
<b>Artikel 1.</b>	30-06-2003	14-10-2003	NR. N° 68092/60/16901

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, arbeiders en arbeidsters van de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt onder arbeiders verstaan de mannelijke en vrouwelijke werklieden.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt onder Vormelek verstaan Stichting voor beroepsopleiding en vorming voor de sector van de Elektriciens.

**Hoofdstuk II. - RISICOGROEPEN**

**Artikel 2. - Bijdragen voor risicogroepen**

§ 1. In uitvoering van het Interprofessioneel akkoord 2003-2004 gesloten op 17 januari 2003, de Wet van 1 april 2003 (Hoofdstuk II - afdeling I) houdende uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2003-2004 en het nationaal akkoord van 13 mei 2003, wordt de inning van 0,15%, voorzien in het nationaal akkoord 2001-2002 (artikel 14. §1) en afgesloten voor onbepaalde duur, bevestigd.

§ 2. Gezien deze inspanning, vragen partijen dat de Minister van Tewerkstelling en Arbeid de sector zou vrijstellen van de stortingen van 0,10% in 2003 en 2004 bestemd voor het Tewerkstellingsfonds.

§ 3. De sociale partners komen overeen dat rekening houdende met de inspanningen van de sector op het vlak van risicogroepen er op sectorvlak een aanvraag zal gericht worden tot opheffing van de verplichting tot aanwerving van arbeiders met een startbaanovereenkomst.

**Artikel 3. - Definitie van risicogroepen**

§ 1. Rekening houdende met de bepalingen van hoger genoemd koninklijk besluit, wordt deze inning aangewend tot ondersteuning van vormings- en opleidingsinitiatieven van personen uit risicogroepen, met name langdurig werkzoekenden, laaggeschoolde werkzoekenden, werkzoekenden van 45 jaar en ouder, herintreders en herintreedsters, bestaansminimumtrekkers, gehandicapten, migranten, werkzoekenden in een herinschakelingsstatuut, deeltijdse leerplichtigen, laaggeschoolde arbeiders, arbeiders die geconfronteerd worden met meervoudig ontslag, herstructurering of de introductie van nieuwe technologieën en arbeiders van 45 jaar en ouder.

Voor deze laatste categorie wordt daarenboven aanbevolen om vooraleer over te gaan tot de afdanking van een arbeider van 45 jaar of meer, contact op te nemen met de vakbondsafvaardiging, of bij ontstentenis hiervan, met één van de werknemersorganisaties vertegenwoordigd in het Paritair subcomité, teneinde alternatieve mogelijkheden inzake beroepsopleiding of herscholing te onderzoeken (conform de afspraken omtrent de sectorale tewerkstellingscel).

Individuele gevallen kunnen overgemaakt worden aan het Fonds voor bestaanszekerheid, teneinde begeleidingsmaatregelen te onderzoeken.

§ 2. Conform het nationaal akkoord 2003-2004 van 13 mei 2003 zal er binnen de bestaande Vormelek-werking verder gewerkt worden aan de invoering van een sectorale tewerkstellingscel. Deze cel dient zich in eerste instantie te richten op het afstemmen van vraag en aanbod in de sector (onder meer via een vacaturebank). In tweede instantie dient de wedertewerkstellingsbegeleiding van met ontslag bedreigde en van ontslagen arbeiders - met inbegrip van aanvullende opleidingen en begeleiding in het sollicitatietraject - het behoud van tewerkstelling binnen de sector mogelijk te maken.

Een paritaire werkgroep in de schoot van Vormelek zal dit binnen de duurtijd van het akkoord verder uitwerken. Hierbij zal er over gewaakt worden om misbruiken te voorkomen en overlapping met de overheidsdiensten (VDAB, Forem, BGDA, ADG) te vermijden.

**Artikel 4. - Alternerend opleidingssysteem**

In het kader van de opleiding van de deeltijds leerplichtigen engageren de



4

ondertekenende partijen zicht tot het verder uitbouwen van een paritair beheerd en kwalitatief altemnerend opleidingssysteem. Daartoe zullen de, in dit kader, reeds opgestarte pilootprojecten (deeltijds onderwijs en middenstandsléerlingwezen) geëvalueerd worden. In functie van de evaluatie zal een landelijke verspreiding van deze knowhow gebeuren.

Voor de financiering van deze projecten wordt verwezen naar artikel 11.

### **Hoofdstuk III. - RECHT OP PERMANENTE VORMING**

#### **Artikel 5. - Bijdragen voor permanente vorming**

Daarenboven zullen de inspanningen op het gebied van de voortdurende vorming van werknemers en werkgevers verder ondersteund worden door de inning van 0,60% van de brutolonen, zoals voorzien in het nationaal akkoord 2003-2004 (artikel 13. § 1) en afgesloten voor onbepaalde duur.

#### **Artikel 6. - Opdrachten aan Vormelek**

§ 1. De basisopdracht van Vormelek omvat:

het ondersteunen van een sectoraal opleidingsbeleid, met name:

- het onderzoeken van kwalificatie- en opleidingsnoden;
- het ontwikkelen van opleidingstrajecten in functie van de instroom en de permanente vorming;
- de kwaliteitsbewaking en certificering van de opleidingsinspanningen ten behoeve van de sector;
- het aanbieden van een ondersteunende rol teneinde bedrijfsleiders en vakbondsafgevaardigden bij te staan bij de uitwerking van het opleidingsplan;
- het nastreven van een betere afstemming en samenwerking tussen Vormelek en Cevora teneinde de opleidingsinitiatieven op bedrijfsvlak voor arbeiders en bedienden optimaal te ondersteunen. In dit kader dient de vzw Vormelek tevens te kunnen beschikken over de gegevens van de bedienden tewerkgesteld bij werkgevers uit de sector van het PsC 149.01, opdat de werkgevers deze bedienden tegen gunstige voorwaarden zouden kunnen laten deelnemen aan door Vormelek georganiseerde opleidingen;
- andere door de sector te bepalen opleidingsinitiatieven;

§ 2. Tot de opdrachten van Vormelek behoort daarnaast

- de mogelijkheid om - ten experimentele titel - beperkte betalende activiteiten te ontwikkelen en bedrijven een globaal opleidingsaanbod te verstrekken, in zoverre dat de middelen die hiermee gegenereerd worden opnieuw in de permanente vorming

geïnvesteed worden. Deze initiatieven dienen zelfbedruipend te zijn en mogen de algemene lasten niet bezwaren teneinde de basisopdrachten van Vormelek niet in het gedrang te brengen.

het ontwikkelen van initiatieven ter bevordering van de werkzekerheid van arbeiders, meer specifiek zoals voorzien in artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 juli 2001 en artikel 10 van het nationaal akkoord 2003-2004 van 13 mei 2003.

## **Artikel 7. - Premiekrediet**

- § 1. Rekening houdend met het nationaal akkoord 2003-2004 van 13 mei 2003, dienen de ondernemingen vanaf 1 januari 2004 een collectief vormingsrecht toe te staan à rato van één dag per arbeider per jaar.
- § 2. Teneinde de ondernemingen te stimuleren om effectief beroep te doen op de door de sector, via Vormelek, aangeboden mogelijkheden betreffende erkende opleidingen wordt er een systeem van premiekrediet ingevoerd. Met dit premiekrediet wordt de permanente vorming van de arbeiders verzekerd. Onder permanente vorming wordt verstaan: de vorming die het vakmanschap van de arbeider bevordert, zijn arbeidsmarktpositie versterkt en beantwoordt aan de noden van de ondernemingen en de sector.
- § 3. Het premiekrediet wordt berekend op basis van het aantal arbeiders (contract onbepaalde of bepaalde duur) tewerkgesteld op 30 juni van het kalenderjaar waarvan de meest recente gegevens beschikbaar zijn, vermenigvuldigd met € 124. De raad van bestuur van Vormelek kan beslissen de berekeningsbasis van het premiekrediet te wijzigen indien dit om praktische redenen aangewezen zou zijn. Het premiekrediet, waarop een firma recht heeft, wordt door Vormelek aan de onderneming medegedeeld in de loop van het 4<sup>e</sup> kwartaal van het voorgaande kalenderjaar.
- § 4. Wanneer een arbeider uit een onderneming behorende tot het Paritair Subcomité 149.01 deelgenomen heeft aan een door Vormelek erkende opleiding, zal zijn werkgever, mits het correct invullen en indienen van een uniek document (bepaald door Vormelek) behalve wanneer de opleiding in aanmerking komt voor het Betaald educatief verlof, recht hebben op het ontvangen van een premie van € 124 per opleidingsdag en € 62 per halve opleidingsdag, afkomstig vanuit het opgebouwde premiekrediet, waarvan sprake in §3 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst. Het premiekrediet wordt dus verminderd à rato van het aantal door de arbeider(s) gevolgde opleidingsdagen of halve dagen.

Indien de opleiding in aanmerking komt voor het Betaald educatief verlof zal de werkgever, mits het correct invullen en indienen van een uniek document (bepaald door Vormelek) recht hebben op het ontvangen van een premie van € 62 per opleidingsdag en € 25 per halve opleidingsdag afkomstig vanuit het opgebouwde premiekrediet, waarvan sprake in §3 van

onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst. Het premiekrediet wordt dus verminderd à rato van het aantal door de arbeider(s) gevolgde opleidingsdagen of halve dagen.

- §5. Een bedrijf dat meer dagen aan opleiding voorziet dan diegene gedekt door het premiekrediet van het jaar zelf (refertejaar), kan voor deze bijkomende dagen of halve dagen opleiding eveneens premies ontvangen door voorafname van het toekomstige premiekrediet. Indien zou blijken dat de voorafname op het premiekrediet hoger is dan het premiekrediet waarop het bedrijf, overeenkomstig de gegevens waarover Vormelek beschikt, in de loop van de volgende jaren recht zal hebben, kan Vormelek de voorafname terugvorderen van het betrokken bedrijf.
- §6. Het recht op opname van het premiekrediet is beperkt in de tijd. Het premiekrediet wordt per kalenderjaar vastgesteld. Het toegestane premiekrediet dient opgenomen te worden binnen een periode van 3 jaar, met name tijdens het refertejaar zelf en/of tijdens de 2 daaropvolgende jaren. Na deze periode vervalt het nog openstaande krediet van het refertejaar en wordt het toegevoegd aan de globale sectorale begroting ter financiering van de voortzetting van het premiekredietstelsel.

## **Artikel 8. - Certificaat**

Telkens een arbeider uit een onderneming behorende tot het Paritair Subcomité 149.01 heeft deelgenomen aan een door Vormelek erkende opleiding, krijgt deze ten persoonlijke titel een certificaat toegestuurd dat in het persoonlijk opleidingspaspoort dient te worden gekleefd. Dit opleidingspaspoort geeft de arbeider een overzicht van de Vormelek-erkende opleidingen die deze heeft gevolgd.

## **Artikel 9. - Bedrijfsopleidingsplannen**

- § 1. In bedrijven met een vakbondsafvaardiging dient het opstellen en het wijzigen van een bedrijfsopleidingsplan in de onderneming paritair te worden goedgekeurd. Indien de partners er niet in slagen een paritair goedgekeurd opleidingsplan op te stellen, kunnen de betrokken partijen binnen deze bedrijven voor het opstellen van hun opleidingsplan beroep doen op de begeleiding van Vormelek.

Tenslotte kan bij niet-akkoord op vlak van de onderneming het ontwerp van opleidingsplan, opgesteld door de werkgever samen met de bedenkingen van de vakbondsafgevaardigden overgemaakt worden aan Vormelek.

Het bedrijfsopleidingsplan wordt jaarlijks voor 15 februari aan Vormelek overgemaakt, maar kan gewijzigd of aangevuld worden in de loop van het

kalenderjaar.

- § 2. Indien in ondernemingen zonder een vakbondsafvaardiging de bereidheid bestaat een opleidingsplan uit te werken, kunnen de partners binnen de onderneming hiervoor een beroep doen op de begeleiding van Vormelek.
- § 3. Het bedrijfsopleidingsplan houdt rekening met de opleidingsnoden en de gewenste antwoorden hierop van het bedrijf. In functie van een sectorale erkenning en een optimaal gebruik van het premiekrediet en van de Wet op het Betaald educatief verlof, verloopt de uitvoering van dit plan - hoewel niet exclusief - in samenwerking met Vormelek.
- § 4. De uitvoering van dit plan wordt eveneens in de onderneming paritair opgevolgd en jaarlijks geëvalueerd. De jaarlijkse evaluatie gebeurt in de ondernemingsraad, bij ontstentenis in samenspraak met de vakbondsafvaardiging of door het Paritair subcomité.
- § 5. Indien een opleidingsplan in erkende opleidingen voorziet, die gevolgd worden door een competentietest in het kader van een certificering van arbeiders, zal de vakbondsafvaardiging door de werkgever voorafgaand geïnformeerd en geconsulteerd worden over de procedure. In geval van negatieve testresultaten van een opleiding die leidt tot certificering wordt een principerecht op remediering voorzien, waarin de werkgever er zich toe verbindt om een niet-geslaagde cursist een éénmalige remediëringsopleiding aan te bieden met behoud van de bestaande voordelen. Vormelek zal deze remediëringsopleiding gratis aanbieden, indien het gaat om een door een Vormelek georganiseerde erkende opleiding.
- § 6. Teneinde het vormingsaanbod van Vormelek beter op de sector af te stemmen:
- dienen de bedrijfsopleidingsplannen aan Vormelek te worden overgemaakt;
  - zal een globale analyse van de ingediende opleidingsplannen gebeuren;
  - dient Vormelek haar bedrijfsbezoeken uit te bouwen.

## **Artikel 10. - Technologische dienst- en adviesverlening**

- § 1. De sociale partners ondersteunen via de vzw Technolec de inspanningen inzake technologisch onderzoek in de sector, met oog op het bevorderen, het opvolgen en het organiseren van alle vormen van technologische dienst- en adviesverlening, meer bepaald inzake de volgende terreinen: technology assesment (onderzoek van de weerslag van nieuwe technologieën voor de werkgevers en arbeiders in de sector), milieu-technologie en de impact ervan op de sector en sectorlabelling en bedrijfscertificering op technologisch vlak.

4

De opdrachten moeten zodanig toegekend worden dat er een evenwichtige spreiding is over de verschillende regio's van het land.

§ 2. Vanaf 1 januari 2004 wordt hiertoe een bijdrage van 0,05% geïnd, zoals bepaald in artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst Bijdrage aan het Fonds voor Bestaanszekerheid van 24 juni 2003.

### **Artikel 11. - Toepassingsmodaliteiten**

Voor de aanwending van de sommen bepaald in deze collectieve arbeidsovereenkomst in functie van de uitvoering van de opdrachten opgesomd in artikel 6 tot en met 9 zal het Fonds voor bestaanszekerheid de verdere uitvoeringsmodaliteiten bepalen.

Ten einde Vormelek in staat te stellen de haar bij collectieve arbeidsovereenkomst opgelegde verplichtingen na te komen worden de nodige middelen voorzien.

In het bijzonder zullen voor de opdrachten geformuleerd in artikel 6 tot en met 9 vanuit het Fonds voor bestaanszekerheid, indien nodig, bijkomende middelen worden vrijgemaakt. Een paritaire werkgroep binnen het Fonds voor bestaanszekerheid zal de modaliteiten hiertoe uitwerken.

## **Hoofdstuk IV. - GELDIGHEID**

### **Artikel 12. - Duur**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is geldig vanaf 1 januari 2004 tot en met 31 december 2005 met uitzondering van artikel 2 § 1, artikel 5 en artikel 10 § 2 die geldig zijn voor onbepaalde duur en die kunnen opgezegd worden mits een opzeggingstermijn van drie maanden betekend per aangetekend schrijven aan de Voorzitter van het Paritair subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie en aan de ondertekenende organisaties.